

<https://www.pressegauche.org/S-opposer-a-repression-israelienne-c-est-lutter-contre-la-censure>



S'opposer à répression israélienne, c'est lutter contre la censure

- Blogues -



Date de mise en ligne : mardi 2 février 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Depuis quelques années, le monde a commencé à prendre conscience du fait que l'État israélien est en train de construire un système d'apartheid. L'occupation illégale de la Cisjordanie, l'encerclement de Gaza, les attaques incessantes contre les camps de réfugiés dans le monde, et même la manière dont Israël gère les relations avec l'importante communauté palestinienne dans les territoires occupés depuis 1948, sont des faits observés et observables. C'est ce qui explique la montée du mouvement BDS (boycott, sanctions et désinvestissement) lancé par des Palestiniens et repris par un grand nombre de collectifs répartis dans le monde. BDS propose d'exercer des pressions « économiques » contre l'État israélien, un peu comme cela avait été fait à l'époque de l'apartheid en Afrique du Sud, et qui avaient aidé à la fin de cette dictature raciale.

Pour l'État israélienne, cette menace est insupportable, car elle pourrait avoir des effets concrets. Pour contrer cela, une stratégie a été mise en place pour attaquer BDS et tous ceux et celles qui critiquent les pratiques de prédation et d'occupation en les présentant comme des « antisémites ».

Au nom de la « lutte contre l'antisémitisme », on vise à censurer toute critique de l'État israélien. Pour ce faire, l'État israélien a mis en place l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste est une organisation intergouvernementale qui réunit 34 pays. Le Canada en est devenu [membre officiel en 2009](#). Concrètement, le but est de faire endosser par les institutions publiques et privées une déclaration dont le point principal est de faire passer toute critique d'Israël comme une « entreprise raciste » et une forme d'antisémitisme. Récemment à Montréal, les milieux sionistes avec l'aide du chef de l'opposition à l'hôtel de ville, Lionel Perez, ont tenté de présenter cela au conseil municipal, mais devant la levée de boucliers, l'entreprise a échoué (comme cela a été le cas à Toronto et à Vancouver). On peut s'attendre cependant à ce que lobby partisan de pratiques de prédation et d'occupation continue son travail, et pas seulement au niveau municipal.

C'est ce qui a amené des universitaires à se regrouper avec l'Alliance universitaire pour combattre l'antisémitisme, le racisme, le colonialisme et la censure au Canada (ARC) à l'initiative des Voix juives indépendantes (<https://www.ijycanada.org/>). Selon ARC, « empêchant toute critique des politiques de l'État d'Israël, cette politique pourrait censurer des profs, interdire des activités sur les campus, et même aboutir à la fin du financement pour des recherches critiques. Cela pourrait conduire à imposer sur les campus une atmosphère d'intimidation, de censure, de précarité d'emploi, sans compter d'onéreux procès ».

Les associations étudiantes de [l'Université Ryerson](#) et de [l'Université McGill](#) ont adopté la définition de l'IHRA dans leurs politiques de lutte contre la discrimination. En théorie, cela permet d'empêcher les personnes critiquant Israël d'accéder aux ressources du campus (par exemple : location de salle et d'espaces publicitaires). Récemment, à l'Université de Winnipeg, une conférence a traité de la décision du gouvernement Trump de transférer son ambassade en Israël à Jérusalem, et l'Université a subi des pressions afin qu'elle condamne cette conférence. Citant la définition de l'IHRA, l'Université a déclaré que certains [propos tenus lors de la conférence](#) constituaient une violation de sa politique de lutte contre le harcèlement.

Selon ARC, « nous faisons face à une ingérence et une surveillance politique qui sapent la liberté académique lorsque des politiciens ou des groupes d'intérêts déterminent les paramètres de ce qui est légal et admissible en recherche et en enseignement universitaire. ARC souligne également le cas qui pourrait être un dangereux précédent, à savoir la décision de l'Université de Toronto de ne pas accepter la recommandation de Valentina Azarova au poste de directrice du programme d'études internationales sur les droits de la personne, en raison des [critiques émises par Valentina Azarova à l'égard des abus commis par Israël en matière de droits de la personne](#).

S'opposer à répression israélienne, c'est lutter contre la censure

Si vous êtes dans le monde de l'enseignement (étudiant-es, profs, employé-es de soutien), vous pouvez vous joindre à l'initiative d'ARC : Pour en savoir davantage : <https://www.noihra.ca/our-definition-1>

Pour partager l'information et inciter les associations actives dans les institutions post-secondaire à dire non à cette politique de censure : dyala.hamzah@gmail.com